



Commission mixte Suisse-Turquie: Maintenir le dialogue

Au début de cette semaine, la commission mixte Suisse-Turquie s'est réunie à Berne pour sa neuvième réunion annuelle. Des représentants de l'économie suisse de l'industrie des machines, du textile, de l'horlogerie ainsi que de l'industrie pharmaceutique ont participé à cette réunion dirigée par l'ambassadeur Erwin Bollinger. L'accent a été mis sur les questions d'accès mutuel aux marchés.

La réunion annuelle de la commission mixte Suisse-Turquie sert à analyser l'état actuel des relations économiques mutuelles. Cet échange a eu lieu pour la neuvième fois au début du mois de décembre. La délégation turque forte de huit personnes et placée sous la conduite de Mehmed Tan, directeur général des représentations étrangères et des activités internationales au ministère turc du commerce, a été reçue à Berne par l'ambassadeur Erwin Bollinger, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux. Des représentants de l'industrie suisse des machines, du textile, de l'horlogerie ainsi que de l'industrie pharmaceutique étaient présents.

DES RELATIONS COMMERCIALES INTENSES DE LONGUE DATE

La Commission mixte a offert aux représentants des entreprises suisses l'opportunité de faire part à la délégation commerciale turque de ses préoccupations concernant un meilleur accès au marché turc. En même temps, la réunion annuelle est l'occasion de faire des propositions pour améliorer les

relations économiques. Les relations commerciales entre la Suisse et la Turquie sont depuis longtemps intenses, en particulier dans les secteurs du textile et des machines. L'industrie pharmaceutique suisse est également un acteur important du secteur turc de la santé. La Turquie sert en outre de plaque tournante aux entreprises suisses pour accéder à d'autres pays du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique du Nord. C'est précisément cette fonction importante qui est compromise par le conflit en cours à la frontière orientale de la Turquie. Le comité mixte sert également à attirer l'attention sur cette question dans le cadre du dialogue et sur le risque que la Turquie perde ainsi son excellente position de porte d'entrée entre l'Est et l'Ouest.

LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE EST ESSENTIELLE

La ratification de l'accord de libre-échange révisé entre les États de l'AELE et la Turquie serait un signal important pour maintenir le dialogue. Cela permettrait également d'appliquer le chapitre contraignant sur la durabilité, qui exige des partenaires commerciaux qu'ils respectent entre autres les droits humains et sociaux.